**ARRET N°042/25/1C-
P5/VE/MARL/CA-
COM-C du 26 mai
2025**

**RÔLE GENERAL
BJ/CA-COM-
C/2024/0382**

**Société O-LYMPIDE
PRODUCTIONS SARL**

(SCPA B & B CONSEILS
ET ASSOCIES, société
d'Avocats au Barreau du
Bénin)

C/

**Office de
Radiodiffusion et
Télévision du Bénin
(ORTB)**

(Assisté de la SCPA B&B
Conseils et Associés)

Objet :

appel contre le jugement
n°084/2022/CJ1/S3/TCC
rendu, entre les parties,
le 19 mai 2022 par la
première chambre de
jugement de la section
III du tribunal de
commerce de Cotonou

(paiement)

**REPUBLIQUE DU BENIN
COUR D'APPEL DE COMMERCE DE COTONOU
PREMIERE CHAMBRE PÔLE 5**

PRESIDENT : Goumbadé Appolinaire HOUNKANNOU

CONSEILLERS CONSULAIRES : Éric ASSOGBA et Laurent SOGNONNOU

MINISTERE PUBLIC : Christian ADJAKAS

GREFFIER D'AUDIENCE : Olga C. HOUETO ALOUKOU

DEBATS : 10 mars 2025

**MODE DE SAISINE DE LA COUR : acte d'appel avec assignation en date
du 02 juin 2022 de Maître Octave Brice TOPANOU, Huissier de Justice ;**

DECISION ATTAQUEE :

le jugement n°084/2022/CJ1/S3/TCC rendu, entre les parties, le 19 mai
2022 par la première chambre de jugement de la section III du tribunal de
commerce de Cotonou ;

**ARRET : contradictoire, en matière commerciale, en appel et en dernier
ressort prononcé le 26 mai 2025 ;**

LES PARTIES EN CAUSE

**APPELANTE : Société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL, inscrite au
Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Cotonou sous le numéro
RB/COT/10 B 6940, ayant son siège social à Togbin-Daho, quartier
Massetomè, Maison GNONLONFIN Aïchatou Cotonou, agissant aux poursuite
et diligence de son gérant en exercice, monsieur Sanvi PANOU, demeurant
et domicilié ès qualités audit siège ;**

**Assistée de la SCPA B&B CONSEILS ET ASSOCIES, société d'Avocats
au Barreau du Bénin ;**

D'UNE PART

**INTIME : Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin (ORTB),
ayant son siège social à Cotonou, route de l'aéroport après la Place du
Souvenir, IFU 4200700021011, pris en la personne de son directeur général
en exercice, demeurant et domicilié ès qualités audit siège ;**

**Assisté de Maître Léopold OLORY-TOGBE, Avocat au Barreau du
Bénin;**

D'AUTRE PART,

La cour,

Vu les pièces du dossier ;

Oùï les conseils en leurs conclusions et plaidoiries ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

FAITS ET PROCEDURES

Suivant exploit en date du 21 mai 2021, la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL a attrait l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin (ORTB) devant le tribunal de commerce de Cotonou à l'effet de voir sa condamnation au paiement de la somme de FCFA trente millions (30.000.000) en principal, de FCFA treize millions (13.000.000) au titre des dommages-intérêts. Elle sollicite en outre l'exécution provisoire de la moitié du montant de la condamnation pécuniaire. L'ORTB a résisté à ces prétentions.

Statuant sur ce contentieux, la première chambre de jugement de la section III du tribunal de commerce de Cotonou a rendu, entre les parties, le 19 mai 2022, le jugement n°084/2022/CJ1/S3/TCC dont le dispositif est libellé ainsi qu'il suit :

« PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Déclare irrecevable, pour cause de prescription, la demande formée par la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL tendant au paiement de forfait pour la diffusion de films par l'ORTB en septembre 2004 ;

Constate que la demande de paiement de la somme de FCFA treize millions (13.000.000) au titre de la diffusion par l'ORTB de la série "Deuxième bureau", du 1er avril au 28 mai 2019, n'est pas justifiée ;

Rejette cette demande ;

Condamne la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL aux dépens. » ;

Par acte d'huissier en date du 02 juin 2022, avec assignation de l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin (ORTB) par-devant la Cour d'Appel de Cotonou statuant en matière commerciale, la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL a relevé appel de ce jugement et a sollicité de la juridiction de céans de: la recevoir en son appel, infirmer le jugement querellé

au motif que le premier juge n'a pas visé la loi relative au droit d'auteur, statuant à nouveau : dire que relativement à une œuvre de l'esprit, ne peut s'appliquer que la loi n°2005-30 du 10 avril 2006 relative à la protection du droit d'auteur et des droits voisins en république du Bénin, dire que la prescription de l'Acte uniforme portant le droit commercial général ne peut s'appliquer à l'espèce, en conséquence, condamner l'ORTB à lui payer les sommes de 43.000.000 francs CFA en principal et 20.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Au soutien de ses demandes, la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL a, par l'organe de son conseil, exposé que l'ORTB lui doit une somme totale de 43.000.000 francs CFA décomposée ainsi qu'il suit : - un forfait de 30.000.000 francs CFA pour la diffusion par l'ORTB, en septembre 2004 sans contrat et sans accord de diffusion des films ci-dessous : Haïti la fin des chimères, pression et beauté nation ;

- un forfait de 13.000.000 francs CFA pour la diffusion par l'ORTB de la série deuxième bureau du 1^{er} avril au 28 mai 2019 ;

Que toutes les tentatives amiables entreprises à l'encontre de l'ORTB aux fins de recouvrement de sa créance sont vaines ;

Qu'elle a dû saisir la justice aux fins de rentrer dans ses droits ;

Qu'en dépit de la constance des faits et des moyens de droit invoqués à l'appui de ses prétentions, le premier juge l'a déboutée de ses demandes ;

Que ce jugement entrepris mérite donc infirmation ;

Qu'en effet, le premier juge a rendu sa décision en ne se fondant que sur les contrats des parties et l'Acte uniforme OHADA portant sur le droit commercial ;

Qu'il a ignoré qu'il s'agit d'un droit d'auteur dont la protection est assurée par la loi n°2005-30 du 10 avril 2006 relative à la protection du droit d'auteur et des droits voisins en République du Bénin ;

Que l'article 2 de cette loi dispose : « L'auteur de toute œuvre originale de l'esprit, littéraire ou artistique, jouit cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle, exclusif et opposable à tous » ;

Que l'article 3 de la même loi énonce en ces termes : « l'existence ou la conclusion d'un contrat de louage d'œuvre ou de service par l'auteur d'une œuvre de l'esprit n'empêche aucune dérogation à la jouissance du droit d'auteur reconnu à l'article 2 de la présente loi » ;

Que la même loi dispose en son article 52 : « le droit d’auteur dure toute la vie de l’auteur et pendant les soixante-dix (70) années civiles à compter de la fin de l’année de son décès. » ;

Qu’il se transpire de ces dispositions ci-dessus que le droit d’auteur ne peut être restreint par une quelconque prescription ;

Que par conséquent, le premier juge, en prononçant la prescription de la créance réclamée, a fait une mauvaise appréciation des faits et une mauvaise application de la loi ;

Qu’il y a donc lieu d’infirmier purement et simplement le jugement entrepris et de faire droit à ses demandes de condamnation de l’ORTB au paiement à son profit des sommes de 43.000.000 francs CFA à titre principal et 20.000.000 francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

Le Conseil de l’intimée n’a pas versé au dossier ses conclusions en réplique en dépit de plusieurs renvois à lui concédés à cet effet, la cour en tirera les conséquences de droit et statuera en l’état, sur les faits de la cause, par arrêt contradictoire à l’encontre des parties ;

MOTIFS DE LA DECISION

SUR LA RECEVABILITE DE L’APPEL

Attendu que l’article 621 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Sociale, Administrative et des Comptes dispose : « l’appel tend à faire reformer ou annuler par la Cour d’Appel compétente, un jugement rendu par une juridiction inférieure,

Sous réserve des dispositions particulières :

En matière contentieuse, le délai d’appel est d’un (01) mois sauf en matière commerciale ou le délai d’appel est de quinze (15) jours (.....) » ;

Qu’au sens de l’alinéa 6 de l’article 622 du code précité : « dans les cas où la procédure est introduite par voie d’assignation, l’appel est formé par exploit d’huissier contenant la déclaration d’appel et assignation à comparaître devant la cour d’appel » ;

Attendu qu’en l’espèce, le jugement n°084/2022/CJ1/S3/TCC a été rendu, entre les parties, le 19 mai 2022 par la première chambre de jugement de la section III du tribunal de commerce de Cotonou ;

Que par acte d’huissier en date du 02 juin 2022, avec assignation de l’Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin (ORTB) par-devant la Cour d’Appel

de Cotonou statuant en matière commerciale, la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL a relevé appel de ce jugement;

Attendu que cet appel est donc respectueux des forme et délai prescrits par la loi ;

Qu'il convient de le déclarer recevable ;

SUR LE JUGEMENT ENTREPRIS

Attendu que la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL, faisant grief au jugement querellé en ce que le premier juge a rendu le jugement entrepris en ne se fondant que sur les contrats des parties et l'Acte uniforme OHADA portant sur le droit commercial tout en ignorant qu'il s'agit d'un droit d'auteur dont la protection est assurée par la loi n°2005-30 du 10 avril 2006 relative à la protection du droit d'auteur et des droits voisins en République du Bénin, a sollicité l'infirmité du jugement querellé en ce que le premier juge a déclaré irrecevable, pour cause de prescription, la demande formulée de l'appelante tendant au paiement de forfait pour la diffusion de films par l'ORTB en septembre 2004 ;

Qu'elle a ajouté qu'au sens des articles 3, 5 et 52 de ladite loi relative à la protection du droit d'auteur et des droits voisins en République du Bénin, le droit d'auteur ne peut être restreint par une quelconque prescription ;

Attendu que le droit d'auteur au Bénin est l'ensemble des droits exclusifs dont dispose un auteur sur les œuvres de l'esprit au Bénin. Que le droit d'auteur est rattaché à la personne de l'auteur desdites œuvres et est imprescriptible du vivant de son auteur;

Attendu qu'aux termes des dispositions de l'article 1134 du Code Civil, « *les conventions légalement formées tiennent de loi à ceux qui les ont faites. Elles doivent être exécutées de bonne foi* »;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Qu'aux termes de l'article 10 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes « *Il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits allégués au soutien de sa prétention* » ;

Attendu qu'il ressort des pièces du dossier que les parties ont convenu de ce qui suit :

« ARTICLE 3 : LIVRAISON DVCAM ET DIFFUSION

Olympide productions sarl, s'engage à mettre à la disposition de l'ORTB sans aucun engagement financier de ce dernier, la série «Deuxième bureau ».

La mise à disposition de la série s'entend par : livrer à l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Bénin, le nombre de titres à diffuser par mois aussi bien pour les diffusions que pour les rediffusions. Toutefois, le programme doit être livré en Prêt A Diffuser (PAD) avec les spots.

ARTICLE 4 : COUT DES DROITS

Olympide productions sarl, s'engage à mettre à la disposition de l'ORTB sa série « Deuxième bureau » de vingt-six (26) épisodes de 26 minutes à titre gracieux.

ARTICLE 5 : LA CONTREPARTIE

Les recettes de tout spot placé sur la série sont réparties comme suit :

35 % des recettes au Diffuseur (ORTB), 65 % des recettes au Partenaire » ;

Qu'il se transpire de ces stipulations que le droit de la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL au titre de ce contrat est de 65 % des recettes des spots placés sur la série ;

Que contrairement à la compréhension de l'appelante, les parties se sont convenues d'un droit pécuniaire dont le quantum est tributaire des recettes qui seront issues des spots placés sur la série ;

Qu'il ne s'agit pas en fait des droits directement rattachés à l'auteur de l'œuvre en cause ;

Que le gain dont le recouvrement est poursuivi par l'appelante s'inscrit parfaitement dans le régime des droits prescriptibles en matière commerciale ;

Que par ailleurs, comme l'a su bien souligné le premier juge, il ne ressort pas des pièces versées au dossier la preuve des prétentions de l'appelante ;

Qu'au regard de ce qui précède, c'est à bon droit que le premier juge a débouté de l'appelante de ses demandes ;

Qu'en conséquence, le jugement entrepris mérite d'être confirmé en toutes ses dispositions ;

Attendu que la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL, en tant que partie succombante, sera condamnée aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS,

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en appel et en dernier ressort ;

En la forme

Reçoit la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL en son appel ;

Au fond

Confirme, en toutes ses dispositions le jugement n°084/2022/CJ1/S3/TCC rendu, entre les parties, le 19 mai 2022 par la première chambre de jugement de la section III du tribunal de commerce de Cotonou ;

Condamne la société O-LYMPIDE PRODUCTIONS SARL aux entiers dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Olga C. HOUETO ALOUKOU

G.Appolinaire HOUNKANNOU